

Document: EB 2006/89/INF.2
Date: 22 novembre 2006
Distribution: Restreinte
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les ruraux pauvres
se libèrent de la pauvreté

République du Guatemala

Mise en œuvre du premier cycle du Programme de développement rural de la région de Las Verapaces financé dans le cadre du Mécanisme flexible de financement

Conseil d'administration — Quatre-vingt-neuvième session
Rome, 12-14 décembre 2006

Pour: **Information**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Enrique Murguia

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2341
courriel: e.murguia@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Mise en œuvre du premier cycle du Programme de développement rural de la région de Las Verapaces financé dans le cadre du Mécanisme flexible de financement

1. L'objet de la présente note d'information est de se conformer au paragraphe 13 des directives relatives au Mécanisme flexible de financement (MFF) (EB 98/64/R.9/Rev.1), où il est précisé que: «... pour chaque prêt MFF et avant la fin de chaque cycle, la direction du FIDA décidera de l'opportunité de passer aux cycles suivants, de les annuler ou de les reporter et en informera le Conseil.»

I. Introduction

2. L'objectif global du MFF est de donner plus de souplesse à la conception et à l'exécution des projets du FIDA de manière à pouvoir assortir leur calendrier à la réalisation d'objectifs de développement à long terme lorsqu'il sera estimé qu'une période d'exécution plus longue est nécessaire pour atteindre ces objectifs; maximiser la participation des bénéficiaires en fonction de la demande; et renforcer le développement des capacités locales. Un prêt MFF se caractérise par: i) des durées de prêt plus longues (10 à 12 ans) permettant la réalisation d'objectifs de développement durable; ii) une conception progressive et évolutive passant par la mise en œuvre de cycles distincts de trois à quatre ans; et iii) des conditions préalables – ou «déclencheurs» – clairement définies, à remplir pour passer au cycle suivant.
3. La présente note d'information rend compte des progrès qu'a réalisés le Programme de développement rural de la région de Las Verapaces (PRODEVER) en ce qui concerne les déclencheurs de son premier cycle. Elle s'appuie pour cela sur les conclusions d'une mission que le FIDA a effectuée sur le terrain en juin 2006.

II. Généralités

Stratégie de collaboration du FIDA avec le Guatemala

4. Ces dix dernières années, la stratégie du Fonds au Guatemala a visé à réduire la pauvreté tout en favorisant le retour à la paix, la reconstruction et le développement des zones dévastées par la guerre. Depuis 1995, date du lancement de négociations de paix, le FIDA et le gouvernement mènent des actions dans les zones touchées par la guerre. Le Fonds national pour la paix (FONAPAZ), créé aux termes des accords de paix, est chargé d'exécuter les projets du FIDA dans les départements ayant souffert de la guerre. Dans le contexte politique actuel plus démocratique qu'ont instauré les accords de paix, les interventions se réorientent vers une approche programmatique, globale et nationale de la pauvreté rurale et du développement rural. Au Guatemala, le FIDA est passé, dans sa stratégie, de l'élaboration de projets à celle de programmes afin i) de concentrer la lutte contre la pauvreté sur les autochtones et sur les autres populations rurales vulnérables, et ii) de renforcer, par un programme national de développement rural s'inspirant de l'expérience acquise sur le terrain à la faveur des interventions du FONAPAZ, la capacité opérationnelle du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation (MAGA) dans les domaines du développement rural et de la réduction de la pauvreté.
5. Le PRODEVER, approuvé en décembre 1999, est à l'avant-garde de cet effort national de développement rural. Examinant, en avril 2003, le programme d'options stratégiques (COSOP) concernant le Guatemala, le Conseil d'administration a approuvé l'approche adoptée et a recommandé, notamment, d'utiliser les accords de paix pour appuyer en toute occasion les activités que le Fonds met en œuvre pour réduire la pauvreté. Conformément à cette approche et au Cadre stratégique du FIDA pour 2002-2006, le Conseil a approuvé, en septembre 2003, le Programme national de développement rural – Région de l'Ouest, puis, en décembre 2004, le

Programme national de développement rural – régions centrale et orientale. Avec le PRODEVER, ces programmes apportent un appui essentiel à la mise en œuvre du Plan national du gouvernement pour 2004-2008, qui comprend une stratégie globale de développement rural intégré. Ce plan vise en priorité à réduire la pauvreté et l'extrême pauvreté, et à favoriser le développement économique et social des zones rurales. De même, la stratégie rurale énonce les grands axes d'un développement rural intégré que sont l'équité, la prise en compte des sexospécificités et des différences culturelles, la décentralisation de la gestion territoriale et l'interaction des secteurs urbain et rural.

Le programme PRODEVER

6. Le Conseil d'administration a approuvé le financement de PRODEVER le 8 décembre 1999 et ce programme est entré en vigueur le 6 septembre 2001. Le coût total du programme est estimé à 26,0 millions de USD. Les sources de financement sont le FIDA (environ 15,0 millions de USD), le Fonds de l'OPEP pour le développement international (5,0 millions de USD), le gouvernement (3,7 millions de USD) et les bénéficiaires (2,3 millions de USD). Le FONAPAZ assume la responsabilité globale du programme, l'Unité de coordination du programme (UCP) est chargée de sa mise en œuvre et le Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) tient le rôle d'institution coopérante. Le Président du FIDA a approuvé une prolongation du premier cycle jusqu'au 6 septembre 2006.
7. Le programme vise globalement à faire reculer la pauvreté rurale chez les paysans qui, dans les municipalités les plus pauvres du département de Las Verapaces, sont confrontés à un environnement très fragile. Il a, plus précisément, pour objectifs
 - a) d'accroître le revenu des paysans autochtones grâce à des activités agricoles et non agricoles génératrices de revenus; b) d'encourager la formation d'organisations paysannes, de consolider celles-ci et de renforcer les institutions locales; c) d'élargir l'accès de la population rurale aux services financiers ruraux; d) d'introduire et d'appliquer, dans toutes les activités du programme, une approche tenant compte des spécificités des sexes; e) de préserver la base de ressources naturelles pour les générations futures en recourant à des pratiques de conservation durables; et f) de favoriser l'intégration des communautés rurales dans l'économie locale et nationale.
8. La zone d'intervention du programme, qui couvre un territoire d'environ 63 000 km², englobe neuf municipalités du département de Alta Verapaz (Cahabón, Chahal, Fray Bartolomé de las Casas, Lanquín, La Tinta¹, Panzós, Senahú, Tamahú et Tukurú) et quatre de celui de Baja Verapaz (Cubulco, Purulhá, Rabinal et San Miguel Chicaj). La population de cette zone, qui est d'environ 356 000 habitants, comporte 90% de ruraux, des *ladino* (paysans non Indiens) et divers groupes ethniques locaux où prédominent les Q'eqchí, les Achí et les Pocomchí. Le bureau de coordination du programme est situé à Cobán, capitale du département d'Alta Verapaz. Le programme compte également trois bureaux régionaux implantés dans les villes de Rabinal, de San Agustín Lanquín et de Santa Catalina La Tinta (situées, respectivement, dans les hautes terres non irriguées du département de Baja Verapaz, la zone intermédiaire et les basses terres du département de Baja Verapaz).
9. Le programme a été conçu et approuvé dans le cadre du MFF; sa mise en œuvre comporte, par conséquent, deux cycles principaux (un cycle de lancement/mise en place et un cycle d'intensification) complétés par une phase de consolidation et de transfert. À son approbation, le programme devait durer 10 ans. Le premier cycle, dont la durée fixée à l'origine à quatre ans a été prolongée d'une année, s'est achevé en septembre 2006.

¹ La municipalité de La Tinta a été créée récemment; son territoire faisait auparavant partie de la municipalité de Panzós.

10. Conformément aux procédures opérationnelles prévues pour le MFF, une mission d'étude a été dépêchée sur le terrain en juin 2006 pour évaluer les activités du premier cycle du programme et en mesurer les résultats et l'impact initial. À cette fin, les membres de la mission se sont rendus dans la zone du programme, où ils ont rencontré les bénéficiaires, le personnel technique et la direction de l'UCP, les autorités locales, les prestataires de services et les autres partenaires et parties prenantes. Ils ont également rencontré des représentants du FONAPAZ et de la Direction du crédit public du Ministère des finances. La mission a conclu que les objectifs correspondant aux déclencheurs (indicateurs) sélectionnés pour le passage du premier au deuxième cycle du programme avaient été largement atteints.

III. Résultats du programme durant le premier cycle

Déclencheurs du premier cycle

11. Conformément à l'objectif global de développement annoncé, PRODEVER s'est concentré sur les communautés les plus pauvres de la zone du programme, soutenant leurs efforts de développement. Si les conditions préalables au passage au deuxième cycle ont effectivement été remplies, comme le montre le tableau de l'annexe, il faut souligner que:
- a) les résultats concernant 11 des 15 indicateurs dépassent les objectifs fixés pour le premier cycle, en particulier dans les domaines suivants: i) 45% des femmes visées font maintenant partie de groupes bénéficiaires, soit un taux d'exécution de 225% par rapport à l'objectif; ii) 258 organisations (40 et 218) bénéficient d'un appui au renforcement des capacités, ce qui correspond respectivement à des taux de 400 et 872%; et iii) 31 groupes qui mettent en œuvre des projets de production dégagent déjà des suppléments de revenu grâce à la transformation et la commercialisation de leurs produits (soit un taux d'exécution de 310%), et 1 892 ménages bénéficient de ce type de projet (270%);
 - b) le programme a atteint l'objectif fixé pour ce qui est du principal indicateur de pauvreté, ce qui montre que l'on améliore les conditions de vie du groupe cible. En effet, i) 40% des membres des groupes qui bénéficient d'un soutien (au lieu des 30% escomptés au moment de la préévaluation) ne se trouvent plus en dessous du seuil de pauvreté extrême; et ii) ces membres participent à des activités génératrices de revenus appuyées par le programme (soit un taux d'exécution de 133% par rapport aux objectifs fixés)²; et
 - c) pour deux indicateurs de gestion durable des ressources naturelles, on obtient des résultats inférieurs à l'objectif escompté, tandis que pour deux autres, relatifs aux services financiers ruraux, on ne note aucun progrès. On trouvera ci-après l'explication de ces cas particuliers.

Gestion des ressources naturelles

12. Les activités entreprises dans le cadre de cette sous-composante portent notamment sur la gestion des ressources naturelles et le reboisement de la zone concernée, la prévention et le contrôle des feux de forêt, l'incitation à l'utilisation de fourneaux économiseurs d'énergie, et la réalisation d'études localisées de l'environnement. Compte tenu de la lenteur des progrès, cependant, les objectifs fixés ne pourront être atteints. Le problème principal tient à la conception inappropriée et optimiste du projet pour ce qui est, entre autres, du peu de terres disponibles pour le reboisement de certaines communautés et petites exploitations individuelles.

² Bien qu'aucune étude complète de la pauvreté n'ait été réalisée à ce jour dans la zone du programme, la valeur de cet indicateur a été estimée indirectement à partir de certaines études et comparaisons effectuées à l'occasion de l'étude initiale.

13. On a ainsi reconnu que le deuxième cycle de PRODEVER devra mettre l'accent sur la promotion et la mise en place de systèmes d'agrosylviculture prévoyant notamment l'association de fruitiers et d'autres variétés pérennes aux plantes annuelles. Il devra également encourager les activités liées: i) aux plantations d'arbres à croissance rapide, sources de bois de chauffage pour les séchoirs à café et d'autres utilisations; ii) à la conservation des sols et de l'eau et la protection des forêts naturelles, activités qui seront entreprises en partenariat avec les municipalités; et iii) à la protection des terrains à forte déclivité afin de prévenir les catastrophes naturelles liées aux orages. Ces activités pourraient s'inscrire dans le cadre d'activités de formation et d'assistance technique et du développement de l'agriculture biologique et d'autres pratiques agricoles envisagées lors de la préévaluation.

Services financiers ruraux

14. Comme prévu à l'origine, cette composante englobe des activités diverses et liées, réparties en deux sous-composantes: i) le renforcement des institutions financières intermédiaires et l'encouragement simultané d'une culture et d'une mobilisation de l'épargne; et ii) l'offre de crédits, le financement de microcrédits et de prêts agricoles à moyen et long termes, et la fourniture de ressources pour des opérations de premier et second rangs menées par la Banque nationale de développement rural (BANRURAL). Lors de la préévaluation, il avait également été prévu que pendant son deuxième cycle, le programme utiliserait une partie des ressources du fonds de réserve pour développer les opérations de crédit. Le fonds de crédit devait être géré par la BANRURAL en tant qu'intermédiaire financier de second rang, conformément à un accord portant création d'un fonds fiduciaire conclu entre le FONAPAZ et cette banque.
15. Les activités prévues au titre de cette composante n'ont pas débuté en raison du retard intervenu dans l'exécution du diagnostic de base, que l'UCP n'a achevé qu'en mai 2006 avec le soutien du programme d'appui aux services financiers ruraux financé par un don du FIDA. Cette étude a permis de conclure qu'il n'était plus nécessaire de créer, dans la région, un nouveau fonds de crédit. Elle a également fait ressortir, cependant, l'existence de contraintes spécifiques qui limitent l'accès au crédit des transformateurs de produits agricoles locaux et des organisations bénéficiaires, et a recommandé d'utiliser les ressources de prêt du FIDA sous forme de crédits pour mettre en place un nouveau type de services financiers ruraux dans la zone du programme. Il faudra donc réaliser, le plus tôt possible pendant le second cycle du programme, une nouvelle étude spécifique pour définir les instruments et mécanismes financiers appropriés à employer.

Indicateurs du cadre logique

16. Outre les principaux résultats résumés au tableau de l'annexe, on peut également signaler les réalisations suivantes:
- a) 92 bénéficiaires (62 hommes et 30 femmes) appartenant à 64 organisations communautaires ont suivi avec succès une formation en trois phases (environ un an et demi) encouragée par le programme. 232 bénéficiaires supplémentaires (168 hommes et 64 femmes) appartenant à 126 organisations communautaires ont participé ou participent actuellement à ce programme;
 - b) 1 054 femmes ont appris à lire et à écrire (90% des participantes);
 - c) 63 dispensaires mobiles pour enfants ont été mis en service. Ils se sont révélés utiles pour faciliter la participation active des femmes rurales visées aux activités du programme. Cela illustre, également, la grande efficacité de l'approche sexospécifique du programme;
 - d) des représentants de 52 organisations communautaires qui mettent en œuvre des projets de production ont participé à divers types d'activités de formation et de promotion: échange d'expériences, manifestations

commerciales (tournées commerciales, réunions d'affaires, foires commerciales), formulation de plans d'exploitation, et utilisation et application de techniques d'information et d'outils de télécommunication (télécommunication par Internet, accès à des sites Web spécialisés);

- e) 1 892 bénéficiaires (59% d'hommes et 41% de femmes) ont amélioré leurs revenus grâce à leurs activités de production, de transformation et de commercialisation. Le revenu de certains d'entre eux a atteint 380 USD par an;
- f) 40 producteurs de 27 organisations (café, cardamome, cacao, artisanat ou autres) et 30 techniciens du programme et d'entités d'exécution suivent actuellement une formation à l'agriculture biologique; et
- g) le programme a encouragé la formulation de plans de gestion des ressources naturelles (eau, forêts, terres) dans les 13 municipalités participantes.

IV. Stratégie et fonctionnement du programme

17. Le gouvernement est très attaché aux objectifs de développement du programme et à la satisfaction des besoins spécifiques des bénéficiaires des diverses zones agroécologiques. Dernièrement, cependant, il a éprouvé de fortes difficultés à assumer ses engagements financiers à l'égard du programme en raison de l'impact social et économique qu'a eu l'ouragan Stan sur les municipalités voisines et de la réorientation des moyens qu'il a fallu opérer pour mener la reconstruction. En réponse, le FIDA a accepté de modifier l'accord de prêt et de supprimer l'obligation faite au gouvernement de respecter, pour ses investissements, le même rythme que celui des décaissements du Fonds. Il a également approuvé, en décembre 2005, un don de 500 000 USD destiné à financer un programme spécial de relance de la production agricole dans le département de Sololá.
18. De même, l'équipe technique de l'UCP a fait preuve, dans l'accomplissement de sa mission, d'un degré de professionnalisme élevé, ce qui a permis d'atteindre de façon satisfaisante les objectifs du programme. L'un des aspects essentiels qu'il faut souligner, à cet égard, est la participation de techniciens originaires de la zone du programme et parlant couramment au moins l'une des trois langues autochtones, à savoir le Q'eqchí, l'Achí et le Pocomchí.

Innovation

19. Le PRODEVER a mis en pratique une stratégie d'intervention efficace et novatrice fondée sur: a) le ciblage des bénéficiaires potentiels par une classification systématique des communautés rurales selon leur niveau de pauvreté afin d'aider les couches les plus défavorisées de la population; b) l'accréditation d'organisations communautaires dès le début du programme (comités de communauté); c) le renforcement des organisations par la formation de représentants des communautés et la formulation de diagnostics de développement communautaire participatif et de plans de développement; d) l'incorporation d'une approche sexospécifique transversale dans toutes les interventions du programme; e) la promotion, préalablement à celle d'une poursuite du développement de la production et de la productivité ou d'une diversification des cultures, d'une production agricole durable et d'un accroissement des revenus des bénéficiaires par la transformation et la commercialisation des cultures commerciales actuelles (café et cacao, par exemple); et f) la construction, la remise en état ou l'amélioration des routes d'accès rurales pour répondre aux besoins en matière de transports et de communications et faciliter le développement de la production et la croissance des économies locales.
20. Les activités du programme ont été menées conformément aux normes et procédures du FONAPAZ, qui exige que les projets aient une durée maximum d'un an alors que leur cycle d'approbation dure de six à huit mois et demi. Cette lenteur a nui à l'efficacité du programme, car nombre de projets de production agricole ont été

approuvés tard et en décalage par rapport aux cycles naturels des cultures. La plupart des projets qui nécessitent normalement des durées d'exécution supérieures à un an (alphabétisation, formation de représentants des communautés, développement de la production) ont pâti d'un manque de continuité qui a suscité la méfiance, la frustration et l'abandon des bénéficiaires.

Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI)

21. Le SYGRI est correctement appliqué depuis 2005 et une base de référence a été établie pour l'ensemble des points clés (patrimoine familial, nutrition, sécurité alimentaire, par exemple) et les indicateurs du cadre logique. Les études initiales réalisées par PRODEVER ont confirmé la pauvreté et la vulnérabilité de la population cible tout en fournissant les informations et données clés nécessaires pour guider l'exécution du programme. Toutefois, les indicateurs choisis à l'époque de l'exercice de préévaluation n'ayant pas été révisés en fonction des exigences du SYGRI, il s'est ensuivi une certaine confusion quant aux suites à donner, au suivi et à l'évaluation des résultats du programme. Ce problème, cependant, est en voie de résolution.

V. Principales conclusions

22. Pendant son premier cycle, le programme a accompli d'importants progrès du point de vue de ses objectifs spécifiques de développement et des produits/résultats escomptés décrits dans les documents du Conseil d'administration. Cela montre clairement qu'il est parfaitement à même d'atteindre ses objectifs globaux de développement et d'obtenir les bénéfices sociaux et économiques escomptés des investissements réalisés.
23. La mission d'examen de 2006 a observé que les composantes du programme continuaient d'être utiles pour résoudre les problèmes de développement du groupe cible. Au regard des résultats escomptés, ces composantes ont été exécutées de façon satisfaisante. En conséquence, s'il n'est pas nécessaire de modifier des composantes et des sous-composantes pendant le second cycle, du point de vue opérationnel, cependant, il faudra procéder à quelques ajustements techniques dans certains domaines afin d'améliorer les résultats et l'impact sur le terrain. Les éléments qu'il faudrait modifier et suivre de près sont les suivants:
 - a) le renforcement des institutions locales, notamment en ce qui concerne:
 - i) la méthode d'évaluation et le système de notation que l'UCP applique dans ses activités de renforcement des organisations locales, qui sont essentiellement subjectifs et ne permettent pas de définir clairement les éléments clés qui doivent être améliorés; et ii) la formation de représentants des communautés, qui n'aborde pas, actuellement, les questions de gestion;
 - b) un développement durable de la production, ce qui nécessite de placer davantage l'accent sur des projets de production vivrière et de sécurité alimentaire des ménages, tout en continuant à prêter attention à la culture et aux besoins locaux. Ce déplacement d'accent fait suite à l'enquête initiale menée dans le cadre du SYGRI en mai 2006, qui a mis en évidence des niveaux considérables d'insécurité alimentaire et de malnutrition infantile dans la zone du programme;
 - c) la gestion des ressources naturelles, dans le cadre de laquelle il faudra prêter davantage attention à la promotion et à la mise en place de systèmes appropriés d'agrosylviculture et à la conservation des sols et de l'eau, tout en encourageant des activités qui répondent aux besoins recensés des petits exploitants bénéficiaires et respectent les normes de gestion et de protection des forêts aux niveaux communautaire et municipal;
 - d) les services financiers ruraux, composante qui n'a pas encore été lancée en dépit des besoins évidents et de la demande exprimée par 50 organisations

solvables, qui présentent des propositions concrètes ou des projets agro-industriels et de commercialisation. Les outils et mécanismes financiers qu'il faudra appliquer devront être définis dès que possible au cours du second cycle du programme en réalisant une étude spécifique.

Décaissements du prêt

24. Sur le plan financier, l'exécution du programme a été satisfaisante. Les dépenses de projets financés par le FIDA durant le premier cycle (jusqu'au 30 septembre 2006) sont estimées à 4,6 millions de DTS, soit environ 43% des 10,85 millions de DTS de prêts approuvés. De même, la contribution du gouvernement a représenté 42% des engagements pris. Globalement, ces résultats sont conformes aux estimations faites lors de la préévaluation, qui prévoient que 38% des investissements globaux auraient été effectués à la fin du premier cycle.
25. À l'instar des composantes du programme, les catégories de décaissement du prêt du FIDA sont correctement définies et opérationnelles; il ne sera donc pas nécessaire de les modifier. Les fonds du prêt seront réaffectés du fonds de réserve et des catégories non affectées à celles des services contractuels, de la formation, des coûts supplémentaires et des dépenses de fonctionnement.

VI. Vers le second cycle

Fonds disponibles

26. Les fonds du FIDA disponibles pour le second cycle, qui est entré en vigueur le 1^{er} octobre 2006, représentent 6,2 millions de DTS. Les fonds supplémentaires comprennent 2,4 millions de USD accordés par le Fonds de l'OPEP pour le développement international et 0,3 million de USD accordé par le gouvernement. Ces calculs ne prennent pas en compte la contribution attendue des bénéficiaires car elle se fera, pour l'essentiel, en nature et sera affectée à l'infrastructure sociale et économique.

Principaux enseignements à tirer

27. L'examen des résultats et de la performance du programme au cours du premier cycle met en lumière quelques enseignements, dont il sera tenu compte durant le second cycle. Ces enseignements sont les suivants:
 - a) **Enquête initiale du SYGRI.** Au cours du premier cycle, il a été apporté une réponse spécifique à l'insécurité alimentaire des ménages et à la malnutrition infantile mises en évidence par l'enquête dans la zone du programme. Le suivi des investissements et activités correspondants occupera une place particulièrement importante pendant le second cycle.
 - b) **Ciblage.** Le travail de base que l'UCP a effectué pour systématiquement classer les communautés en fonction de la nature de leur pauvreté, de leur potentiel de développement et des problèmes qu'elles rencontrent a aidé à cibler les bénéficiaires et à déterminer les organisations communautaires qui prendraient part aux activités. Ces renseignements aideront à accélérer l'exécution du second cycle du programme.
 - c) **Stratégie de production.** La stratégie de production du programme a visé à mettre les organisations de petits producteurs en relation avec les filières de commercialisation de leurs cultures de rapport et, au sein de marchés clairement identifiés, avec des chaînes de valeur appropriées. Elle s'est révélée plus efficace que la seule recherche d'un accroissement de la production et de la productivité. Elle s'est également révélée particulièrement pertinente dans le contexte d'incertitude commerciale qui prévalait dans la zone du programme, puisqu'elle a permis de dégager, rapidement, des revenus supplémentaires. Alors qu'une analyse approfondie pourra également mettre en évidence l'excellent rendement des

investissements réalisés, cette approche sera poursuivie et consolidée pendant le second cycle.

- d) **Infrastructure rurale.** Le développement et l'amélioration des routes rurales et les investissements que le programme a opérés dans l'infrastructure économique et sociale ont produit un fort impact initial sur les communautés concernées et sur leurs activités commerciales. Ainsi, le partenariat conclu avec le Fonds de l'OPEP pour le développement international a non seulement apporté des ressources supplémentaires, mais aussi permis de répartir les fonds de manière intelligente entre les différentes composantes.
- e) **Personnel technique.** La participation de techniciens autochtones spécialisés dans le développement rural et capables de parler les langues locales a favorisé l'appropriation des activités par les communautés et devrait rester un élément clé tout au long de l'exécution du programme.
- f) **Renforcement des capacités locales.** La combinaison de programmes de formation et de possibilités concrètes d'appliquer les nouveaux concepts que les participants ont appris (dans le cadre de leurs propres projets pilotes de production) s'est révélée être une approche efficace, qui sera poursuivie au cours des cycles ultérieurs.
- g) **Participation des femmes.** Pour permettre aux femmes rurales de participer pleinement au développement de leurs communautés et organisations dans des conditions de pauvreté et de marginalité sociale extrêmes, on a notamment, au cours du premier cycle, créé des garderies, lancé des initiatives propres à faire gagner du temps et proposé des cours d'alphabétisation. Cette approche, qui a fait ses preuves, sera poursuivie pendant le second cycle.

Second cycle

28. Le programme maintiendra, pour les composantes et sous-composantes qui ont enregistré des progrès, la continuité et le rythme d'activité requis en intégrant, si nécessaire, les leçons tirées de l'expérience d'exécution. Au cours du second cycle, l'UCP prendra également les mesures suivantes:
- a) définir des activités supplémentaires spécifiques nécessaires pour améliorer les résultats des composantes dans lesquelles les progrès ont été en deçà des attentes; et revoir et adapter en conséquence le cadre logique, les indicateurs et les objectifs du programme. Une attention particulière sera accordée:
 - i) au renforcement des institutions locales par la mise en place d'une méthode d'évaluation et d'un système de notation appropriés qui permettent de renforcer et de consolider les organisations bénéficiaires; et par l'élargissement et l'enrichissement du contenu du programme de formation des communautés;
 - ii) au développement durable de la production par la reproduction et l'extension d'activités réussies menées dans les domaines de la sécurité alimentaire des ménages et des communautés et de la nutrition des enfants;
 - iii) à la gestion des ressources naturelles par une redéfinition de la portée de la sous-composante selon des critères réalistes et par une adaptation en conséquence des objectifs des activités et investissements mis en œuvre dans les domaines de la conservation des sols et de l'eau, de l'agrosylviculture et de la protection des forêts naturelles aux niveaux de l'exploitation, de la communauté ou de la municipalité, selon le cas; et

- iv) aux services financiers ruraux par la réalisation d'une étude spéciale sur les obstacles que rencontrent les services financiers ruraux dans la zone du programme, puis par une redéfinition de la stratégie, des activités et des objectifs spécifiques de cette composante. À cet égard, il sera réalisé une étude détaillée des étapes concrètes et du calendrier à suivre pour le décaissement des fonds au titre de cette catégorie.
- b) négocier avec le FONAPAZ un cycle approprié de conception et d'approbation des projets PRODEVER dont l'expérience a montré qu'ils requéraient généralement une période d'exécution supérieure à un an.
- c) Réaffecter, selon le besoin, les fonds provenant du prêt au sein des catégories de décaissements pour couvrir les investissements et dépenses proposés aux fins du second cycle.

Recommandation générale

29. La direction du FIDA considère que l'on dispose d'une base solide permettant de passer au second cycle. Le programme conserve toute sa pertinence pour ce qui est de son impact sur les communautés et de sa contribution aux objectifs de développement nationaux et sectoriels. Les changements opérationnels prévus pour les activités du second cycle ne requièrent, pour la plupart, aucune modification de l'accord de prêt, ce qui pourra, cependant, être exigé après la réalisation de l'étude spéciale relative aux services financiers ruraux, mentionnée plus haut, et conditionner le décaissement des fonds destinés à cette composante.

Déroutement du programme – Déclencheurs du premier cycle

Objectif	Indicateurs de déclenchement – 4 ^e année du programme	Résultats – 4 ^e année	
		Taux d'exécution	%
Objectif spécifique	30% des membres des groupes cibles ne se trouvent plus en dessous du seuil de pauvreté extrême et participent à des activités génératrices de revenus	40%	133
Efficacité du programme pour ce qui est de la réalisation de son objectif principal	20% des membres des groupes appuyés par le programme sont des femmes qui vivent dans des conditions d'extrême pauvreté	45% des femmes	225
Résultat 1	10 organisations bénéficient d'une formation et atteignent le stade de la consolidation	40 organisations	400
Formation et consolidation d'associations de paysans et d'organisations sociales	25 organisations bénéficient d'un appui au renforcement	218 organisations	872
Résultat 2	10 groupes structurés bénéficient d'un appui à l'augmentation de la production et de la productivité	31 groupes	310
Services d'appui à la production, garantie du volume de production et accroissement de la productivité	10 groupes non structurés bénéficient d'un appui à l'augmentation de la production et de la productivité	27 groupes	180
Résultat 3	15 groupes de femmes rurales ont été créés et bénéficient d'une formation et d'autres formes d'appui	54 groupes	360
Renforcement du rôle des femmes rurales dans la production et les activités sociales; création et consolidation de micro-entreprises			
Résultat 4	150 ha de forêts naturelles gérés de façon durable	41,4 ha	27
Réduction de la détérioration des ressources naturelles, création de ressources forestières et renforcement et diversification de la protection des arbres dans les exploitations agricoles	50 ha consacrés à l'agrosylviculture	12,9 ha	26
	100 ha reboisés	245,7 ha	246
Résultat 5	2 intermédiaires financiers bénéficient d'un renforcement institutionnel	Néant	0
Amélioration des services financiers ruraux, accompagnée d'un accroissement du nombre de petits exploitants qui participent aux activités de crédit et d'épargne	60 groupes de producteurs ont été créés, fonctionnent, bénéficient de crédits et dégagent une épargne	Néant	0
Résultat 6	20 projets de production ou sociaux mis en œuvre et achevés	85 projets ^a	425
Appui aux activités de production et sociales communautaires; amélioration des conditions de vie et de l'infrastructure de production et de commercialisation	700 familles bénéficiaires de projets	1 892	270
	20% des familles bénéficiaires sont dirigées par des femmes	45% de femmes bénéficiaires ^b	225

^a Parmi les 85 projets achevés ou en cours d'exécution, on compte 52 projets de production durable, 2 projets de sécurité alimentaire et 31 projets d'investissement socioéconomique. Au total, ces projets ont bénéficié à 258 organisations (structurées ou non) relevant de 309 communautés.

^b Dans la zone du programme, seuls 4% environ des ménages sont dirigés par des femmes. L'indicateur n'étant pas correctement défini, les progrès dont il est fait état concernent la proportion de femmes directement bénéficiaires d'investissements sociaux et productifs.

